

A la une

E-Constat FTUSA *Une grande avancée* *pour les automobilistes* *tunisiens*

04/11/2025

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances (FTUSA) franchit une étape majeure dans la digitalisation du secteur. Elle a annoncé, ce 1 novembre 2025, le lancement officiel d'une application mobile de constat digital destinée à tous les assurés automobiles.

Grace à l'E-Constat, Il ne sera plus nécessaire d'avoir un formulaire de constat amiable dans la boîte à gants de sa voiture.

Un outil simple, rapide et reconnu par toutes les compagnies

Disponible sur Google Play et Apple Store, l'application, facile à télécharger, avec espace réduit, permet de déclarer un sinistre directement depuis son smartphone, sans recourir au papier. Les conducteurs peuvent saisir les informations relatives à l'accident, ajouter des photos, localiser les véhicules et même réaliser le croquis numérique du choc.

L'outil, reconnu par toutes les compagnies membres de la FTUSA, repose sur quatre principes : La simplicité, avec une déclaration intuitive et guidée, la rapidité, quelques minutes suffiront pour remplir un constat, la fiabilité, au moyen d'une validation automatique par les assureurs. Tout en mettant en exergue, l'aspect écologique, avec la suppression totale du recours au papier.

Une campagne nationale de communication accompagne ce lancement, à travers des vidéos explicatives, des actions terrain dans les grandes villes.

Vers une culture digitale de l'assurance

Pour la FTUSA, cette innovation s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation du secteur



Finance climatique en Tunisie : Défis structurels et impératifs stratégiques

P.03

La SAA lance un produit destiné à protéger les entreprises des cyber-risques

P.05

Ouverture à Casablanca de la 5^e édition de l'Africa Financial Summit

P.05

Saudi Arabia: 7,000 visitors from 40 countries expected at global insurance event

P.08

Iraq: Insurance market expands by 42% in second quarter of 2025

P.08

Ten talking points for SIRC 2025

P.10

Renewable energy boom to double capacity, reshape insurance by 2030 – Swiss Re

P.11

des assurances tunisien. Le constat digital devrait permettre non seulement de fluidifier les échanges entre assurés et assureurs, mais aussi de réduire les tensions lors des accidents mineurs, un point souvent négligé dans la gestion des sinistres.

P.03

SOMMAIRE

E-Constat FTUSA :Une grande avancée pour les automobilistes tunisiens 03

Finance climatique en Tunisie : Défis structurels et impératifs stratégiques 03

Economie circulaire en Tunisie : transformer les déchets en énergie renouvelable 04

La SAA lance un produit destiné à protéger les entreprises des cyber-risques. 05

Ouverture à Casablanca de la 5è édition de l'Africa Financial Summit 05

Maroc: Wafa Assurance finalise l'acquisition de %63,4 de l'Egyptien Delta Insurance 06

Insurance key to Nigeria's economic transformation – Finance Minister 06

Low insurance uptake puts Kenyan, African farmers at risk 07

Motor Insurance: South Africa's Hidden Safety Net 07

Iraq: Insurance market expands by %42 in second quarter of 2025 08

Saudi Arabia: 7,000 visitors from 40 countries expected at global insurance event 08

Jordan : Cabinet approves draft insurance contracts law, key national agreements 09

Ten talking points for SIRC 2025 10

Renewable energy boom to double capacity, reshape insurance by 2030 – Swiss Re 11

TUNISIE**AUTOMOBILE.TN****E-Constat FTUSA : Une grande avancée pour les automobilistes tunisiens****04/11/2025**

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances (FTUSA) franchit une étape majeure dans la digitalisation du secteur. Elle a annoncé, ce 1 novembre 2025, le lancement officiel d'une application mobile de constat digital destinée à tous les assurés automobiles.

Grace à l'E-Constat, Il ne sera plus nécessaire d'avoir un formulaire de constat amiable dans la boîte à gants de sa voiture.

Un outil simple, rapide et reconnu par toutes les compagnies

Disponible sur Google Play et Apple Store, l'application, facile à télécharger, avec espace réduit, permet de déclarer un sinistre directement depuis son smartphone, sans recourir au papier. Les conducteurs peuvent saisir les informations relatives à l'accident, ajouter des photos, localiser les véhicules et même réaliser le croquis numérique du choc.

L'outil, reconnu par toutes les compagnies membres de la FTUSA, repose sur quatre principes : La simplicité, avec une déclaration intuitive et guidée, la rapidité, quelques minutes suffiront pour remplir un constat, la fiabilité, au moyen d'une validation automatique par les assureurs. Tout en mettant en exergue, l'aspect écologique, avec la suppression totale du recours au papier.

Une campagne nationale de communication accompagne ce lancement, à travers des vidéos explicatives, des actions terrain dans les grandes villes.

Vers une culture digitale de l'assurance

Pour la FTUSA, cette innovation s'inscrit dans une démarche plus large de modernisation du secteur des assurances tunisien. Le constat digital devrait permettre non seulement de fluidifier les échanges entre assurés et assureurs, mais aussi de réduire les tensions lors des accidents mineurs, un point souvent négligé dans la gestion des sinistres.

« Cette solution permettra d'apaiser les interactions entre automobilistes, tout en garantissant une meilleure traçabilité et un

traitement plus rapide des dossiers », estime un expert du secteur.

Alors que la Tunisie accélère sa transformation numérique, cette initiative positionne la FTUSA comme un acteur clé de la digitalisation des services financiers et de la sécurisation de la route, alliant innovation technologique et responsabilité citoyenne.

**Finance climatique en Tunisie : Défis structurels et impératifs stratégiques****03/11/2025**

La Tunisie se trouve à un point d'inflexion critique dans sa trajectoire de développement, confrontée simultanément à une vulnérabilité climatique croissante et à des contraintes macroéconomiques sévères.

Les projections indiquent une baisse de 28% des ressources en eaux conventionnelles à l'horizon 2030, tandis que 26.6 % du littoral présente une vulnérabilité très forte à la submersion, menaçant ainsi un secteur touristique représentant potentiellement 7 % du PIB. Paradoxalement, cette crise systémique recèle un potentiel transformateur considérable : des mesures combinées d'adaptation et de décarbonation pourraient propulser la croissance du PIB à plus de 5% d'ici 2030 tout en réduisant la pauvreté.

Toutefois, la mobilisation des 20 milliards de dollars nécessaires à la mise en œuvre de la Contribution Déterminée Nationale (CDN) pour la période 2015-2030 se heurte à des obstacles structurels majeurs : l'absence d'entités nationales accréditées pour accéder aux fonds internationaux, la faiblesse des projets bancables, l'inexistence d'un système de comptabilité des flux financiers climatiques, et des contraintes budgétaires exacerbées par des subventions énergétiques limitées.

Ce policy brief démontre que seule une refonte institutionnelle profonde, conjuguée à l'adoption d'instruments financiers innovants et à un engagement politique résolu, permettra à la Tunisie de transformer l'urgence climatique en levier de développement durable.

Contexte et enjeux : Une triple vulnérabilité

L'analyse approfondie de la situation tunisienne révèle une triple vulnérabilité qui structure le défi climatique du pays. La première dimension concerne le stress hydrique, phénomène déjà avéré qui menace de s'aggraver dramatiquement. La Tunisie, dont les ressources hydriques s'amenuisent

progressivement, fait face à un déficit structurel qui compromet non seulement la sécurité alimentaire mais également la viabilité même de son modèle agricole traditionnel. Cette pénurie s'inscrit dans un contexte méditerranéen où le changement climatique agit comme un multiplicateur de tensions. La deuxième vulnérabilité se manifeste sur le littoral tunisien, où l'élévation du niveau de la mer conjuguée à l'érosion côtière constitue une menace existentielle pour l'économie touristique. Cette dimension revêt une importance particulière dans la mesure où le tourisme demeure un pilier de l'économie nationale, et sa dégradation entraînerait des répercussions en cascade sur l'emploi et les recettes en devises.

Rôle catalyseur du secteur financier

Le secteur financier tunisien doit impérativement évoluer d'un rôle périphérique vers une fonction centrale dans l'orchestration de la finance climatique. Cette transformation nécessite plusieurs mutations profondes. D'abord, l'intégration systématique des risques climatiques dans les processus d'évaluation du crédit et de gestion des portefeuilles, suivant les recommandations du Réseau pour le Verdissement du Système Financier (NGFS). Les banques doivent développer des capacités de stress-testing climatique pour anticiper les impacts potentiels sur leurs actifs.

Ensuite, le développement d'une offre diversifiée d'instruments financiers verts : obligations vertes, prêts bonifiés pour des projets bas-carbone, produits d'assurance paramétrique contre les risques climatiques, et éventuellement des mécanismes de finance carbone. Le secteur bancaire peut également jouer un rôle d'intermédiation entre les fonds climatiques internationaux et les porteurs de projets locaux, facilitant ainsi le décaissement effectif des ressources mobilisées.

L'adoption de critères ESG dans les décisions d'investissement constitue un autre levier essentiel. Les institutions financières tunisiennes doivent progressivement aligner leurs portefeuilles sur les objectifs de l'Accord de Paris, contribuant ainsi à réorienter les flux financiers vers une économie bas-carbone. Cette évolution requiert néanmoins un cadre réglementaire incitatif de la part de la Banque Centrale de Tunisie et des autorités de supervision financière.

Conclusion : un choix stratégique déterminant

La Tunisie se trouve à un carrefour historique où les décisions prises dans les années à venir détermineront la trajectoire de développement pour les décennies suivantes. La finance climatique ne constitue pas simplement un instrument technique de mobilisation de ressources ; elle incarne une vision stratégique de transformation économique et sociale vers un modèle de développement résilient et durable.

Les besoins financiers de 20 milliards USD pour la

période 2015-2030, bien que considérables, doivent être appréhendés non comme un fardeau mais comme un investissement dans la viabilité à long terme de l'économie tunisienne. L'équation est désormais claire : les coûts de l'inaction excéderont largement ceux de la transition. La perte potentielle de 7 % du PIB due aux impacts sur le tourisme, l'aggravation du déficit hydrique, et la persistance de la dépendance énergétique constituent des menaces existentielles pour le modèle de développement tunisien.

La réussite de cette transition exige un pacte national rassemblant l'ensemble des parties prenantes : État, secteur privé, institutions financières, société civile et partenaires internationaux. Elle requiert également un courage politique pour opérer des réformes structurelles parfois impopulaires à court terme mais indispensables à la soutenabilité à long terme. L'introduction d'une taxe carbone, la réduction progressive des subventions énergétiques, et l'adoption de régulations environnementales plus strictes susciteront inévitablement des résistances qu'il faudra gérer avec intelligence politique et justice sociale.

La Presse.tn

Économie circulaire : la Tunisie veut devenir un pôle régional de référence

04/11/2025

La Tunisie est sur le point de finaliser un modèle économique dédié à l'investissement vert, une étape clé dans sa transition vers l'économie circulaire, a annoncé ce mercredi le Dr Abdallah Al Dardari, secrétaire général adjoint des Nations unies et directeur du bureau régional pour les États arabes au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Intervenant sur les ondes d'Express Fm, Dardari a souligné les avancées notables du pays dans la mise en place de ce modèle. Il a toutefois appelé à renforcer l'implication du secteur bancaire tunisien pour offrir davantage de financements et de facilités aux entreprises engagées dans les projets verts.

Le responsable onusien a également soulevé la question de l'adéquation du cadre juridique et commercial tunisien avec la nature de ces investissements, plaidant pour la mise en place de nouveaux mécanismes d'incitation financière afin de stimuler l'investissement durable.

Selon lui, la prochaine étape consistera à élaborer une carte d'investissement nationale pour la valorisation des déchets, tout en modernisant le cadre législatif encadrant ce secteur stratégique. Il a précisé que la coopération entre les différentes institutions a

déjà permis de mobiliser d'importantes ressources financières destinées aux études de faisabilité, à la réduction des risques des projets et à la garantie des crédits. Dardari a estimé que le climat d'investissement en Tunisie devient de plus en plus attractif, lui permettant d'ambitionner un rôle de pôle régional de référence dans l'économie circulaire. « Nous investissons en Tunisie pour qu'elle devienne un modèle à suivre dans la région et dans les pays aux caractéristiques similaires », a-t-il affirmé. Il a conclu en rappelant que « l'économie circulaire n'est plus un luxe, mais un choix stratégique incontournable pour assurer un développement durable et garantir la sécurité humaine », saluant la prise de conscience croissante en Tunisie de l'importance de ce virage économique et environnemental.

Maghreb



La SAA lance un produit destiné à protéger les entreprises des cyber-risques.

30/10/2025

La Société nationale d'assurance (SAA) a annoncé, jeudi, la mise sur le marché d'un nouveau produit d'assurance destiné à protéger les entreprises contre les cyber-risques. Ce lancement intervient dans un contexte où la transformation digitale touche de plus en plus le tissu économique national, a indiqué la compagnie dans un communiqué.

« La SAA annonce le lancement d'une nouvelle assurance cyber, conçue pour offrir une protection globale et adaptable aux acteurs économiques algériens », précise le communiqué. Ce produit comprend plusieurs services et garanties d'assurance adaptés aux différents niveaux d'exposition digitale des entreprises.

Selon la SAA, cette assurance couvre notamment la responsabilité civile liée aux incidents cyber, l'assistance à la gestion des incidents, ainsi que l'intervention d'experts locaux chargés de diagnostiquer, contenir et restaurer les systèmes touchés. Elle inclut également la prise en charge des coûts de récupération et de réinstallation des systèmes et données après un incident.

Le produit prévoit aussi une couverture contre la perte d'exploitation causée par une attaque informatique, l'indemnisation des pertes financières résultant de cyber-attaques, ainsi que les frais de conseils et d'assistance juridique.

En marge du lancement, la SAA a signé des

conventions de partenariat avec trois acteurs nationaux spécialisés dans le domaine : Cybears, Intervalle Technologies et Keystone. Ces accords visent à assurer la continuité des services offerts aux clients de la compagnie.



Ouverture à Casablanca de la 5^e édition de l'Africa Financial Summit

03/11/2025

Les travaux de la 5^{ème} édition de l'Africa Financial Summit (AFIS), l'événement incontournable du secteur de la finance africaine, se sont ouverts, lundi à Casablanca, sous le thème « Notre capital, notre puissance : libérons la souveraineté financière de l'Afrique ».

La cérémonie inaugurale de ce sommet, qui se tient à l'initiative de Jeune Afrique Media Group, en partenariat avec International Finance Corporation (IFC – Société financière internationale) et avec le soutien des grandes institutions financières marocaines et africaines, a été marquée par la présence de la ministre de l'Économie et des Finances, Nadia Fettah, de gouverneurs de Banques centrales de pays africains, ainsi que de plusieurs responsables et acteurs des secteurs des banques, de la finance et des assurances.

Plateforme de partage d'idées et de réflexion stratégique par excellence, ce sommet de deux jours s'appuie sur six piliers qui explorent les principales tendances de la finance africaine. Il s'agit des « défis économiques mondiaux et de stabilité », des « perspectives de la banque commerciale », des « marchés des capitaux et la gestion d'actifs », de « la finance à impact et la durabilité », de « l'expansion de l'assurance » et des « fintech et la finance numérique ».

L'AFIS réunit cette année 1.250 leaders de l'écosystème financier, dont des représentants du secteur privé, des banquiers, des assureurs, des innovateurs fintech et des spécialistes des marchés de capitaux, aux côtés de décideurs publics et de régulateurs du continent et du monde entier.

A menu du sommet, figurent des échanges de haut niveau et des réunions constructives pour élaborer des solutions concrètes aux défis auxquels le secteur est confronté, et ainsi contribuer à la structuration d'une industrie panafricaine des services financiers intégrée, inclusive et robuste.

En outre, et comme chaque année, l'AFIS met en lumière, via les « AFIS Awards », des personnalités et des entreprises qui ont contribué de

manière significative à la transformation et au développement de l'industrie financière africaine. Animée par la vision que sans un secteur financier efficace et inclusif, il ne peut y avoir de développement économique durable pour le continent, l'AFIS, qui est une organisation sœur de l'Africa CEO Forum, s'est donnée pour mission de contribuer au renforcement et à l'intégration des marchés financiers africains en facilitant le dialogue et la compréhension entre les secteurs public (gouvernements et les régulateurs) et privé (banques, assurances, opérateurs de mobile money, fintech).



Maroc: Wafa Assurance finalise l'acquisition de %63,4 d'Egyptien Delta Insurance

05/11/2025

Wafa Assurance, groupe marocain coté à la Bourse de Casablanca (BVC:WAA), et filiale du groupe Attijariwafa Bank (BVC:ATW), a finalisé l'acquisition de 63,4% du capital de Delta Insurance (EGX:DEIN), l'un des principaux assureurs cotés en Égypte, auprès de Egypt Kuwait Holding (EGX:EKHO). Montant de l'opération : près de 67 millions de dollars, suite à l'offre publique lancée en juin 2025 au prix de 40 livres égyptiennes par action.

À la suite de cette prise de contrôle, le groupe prévoit le retrait de Delta Insurance de la Bourse égyptienne, ainsi que la fusion de sa branche assurance-vie avec Wafa Life Insurance Egypt, sa filiale locale créée en 2021. Cette démarche permettra à Wafa Assurance d'étendre son activité aux assurances dommages et santé, des segments porteurs dans un pays de 120 millions d'habitants où le taux de pénétration de l'assurance reste inférieur à 1%.

Du côté d'Egypt Kuwait Holding, la cession s'inscrit dans une stratégie de recentrage sur ses activités prioritaires, notamment l'énergie et les services industriels.

Cette opération confirme la capacité des groupes marocains à mener des investissements structurants hors de leurs frontières. Le défi à venir sera d'intégrer Delta Insurance tout en contribuant à moderniser l'offre d'assurance en Égypte, tant sur le plan digital que sur l'élargissement de la couverture au plus grand nombre.



Insurance key to Nigeria's economic transformation – Finance Minister

06/11/2025

The Minister of State for Finance, Dr Doris Uzoka-Anite, has told players in the insurance industry that the sector is key to the Federal Government's economic transformation agenda.

Uzoka-Anite said this on Wednesday at the 2025 Insurance Directors' Conference held in Lagos.

The Insurance Directors' Conference, now in its seventh year, is organised by the College of Insurance and Financial Management under the theme, 'Navigating the New Insurance Landscape: Strategies for NIIRA 2025 Compliance and Growth'.

Uzoka-Anite emphasised that no sustainable economic reform could be achieved without a strong, credible, and innovative insurance industry.

Insurance is a stabiliser. It cushions the shocks that come with enterprise, sustains families when tragedy strikes, protects national assets, encourages entrepreneurship, and supports investor confidence," the Minister said. "In essence, insurance is the silent engine of a resilient economy."

"For Nigeria, the ongoing transformation presents both a challenge and an opportunity. It challenges us to adapt, to embrace digital solutions, enhance regulation, and strengthen consumer confidence. But it also offers a powerful opportunity: to leapfrog outdated models and build a 21st-century insurance industry from the ground up. Through NIIRA 2025, we are laying that foundation. The reforms being implemented by NAICOM are positioning Nigeria not just to catch up, but to lead, to become a model for regulatory innovation and sustainable market growth across Africa.

"In Nigeria, we have made steady progress, but we must accelerate our reform process, as the government envisions an insurance industry that contributes significantly to GDP, mobilises long-term capital for infrastructure, and expands protection to all segments of society, from corporate clients to the informal sector, from large cities to rural communities. This is where NIIRA 2025 becomes a national imperative. It provides a strategic roadmap that connects regulatory reform with digital innovation, market deepening, and consumer empowerment," she added.



Low insurance uptake puts Kenyan, African farmers at risk

04/11/2025

Low insurance penetration and high premiums are leaving millions of Kenyan and other African farmers exposed to climate shocks, industry players have warned, highlighting a growing disconnect between agriculture's contribution to GDP and its insurance coverage across the continent.

Speaking during the Africa Reinsurance Climate and Insurance Workshop, Phocas Nyandwi, Regional Director at Africa Re, said Africa contributes barely 2 percent of global agricultural insurance premiums, despite agriculture accounting for about 30 percent of Sub-Saharan Africa's GDP.

"Fewer than 17 percent of farmers are insured, highlighting the already low penetration," Nyandwi said.

"This exposes farmers to shocks such as climate change. Very few people understand what agricultural insurance entails and how it can protect them from various climate risks. There's also the issue of affordability — most farmers cannot afford the premiums," he added.

His remarks come as extreme weather patterns continue to threaten Africa's food security and rural livelihoods, with droughts and floods destroying crops and livestock in several regions.

Isaac Magina, Agriculture and Climate Insurance Lead at Africa Re, said more investment is needed to strengthen the capacity of underwriters to manage climate-related risks.

"We have seen a spike in climate-related events that expose farmers to shocks such as droughts and floods. We want people to be aware and take action," Magina said.

"Climate insurance is still a relatively new concept, and most underwriters are in the formative stages. To insure climate risks, one needs to leverage many parameters, and most of our underwriters don't yet have these capabilities."

Magina noted that Africa Re is focusing on building technical capacity within the insurance industry to better understand and underwrite climate-related risks. Industry experts argue that scaling up agricultural insurance is crucial to cushioning farmers against climate shocks and ensuring food security in the region.

However, high premiums, limited awareness, and weak policy frameworks continue to hinder progress.

According to the Insurance Regulatory Authority (IRA), Kenya's total insurance penetration stands at about 2.4 percent of the country's Gross Domestic

Product — far below the global average of around 7 percent.

In the agricultural sector, insurance penetration remains extremely low, accounting for less than 1 percent of total insurance premiums.

The IRA attributes this to skepticism among farmers due to delayed claim settlements and lack of trust in insurers.



Motor Insurance: South Africa's Hidden Safety Net

05/11/2025

As the festive season approaches and traffic on South Africa's roads increases, the risk of serious accidents rises with it. Recent data offers some cautious optimism: road fatalities declined by about 46% over the Easter weekend and by nearly 15% in the first quarter of 2025 compared to the previous year. These improvements show that targeted interventions and public awareness can save lives.

Yet the reality remains sobering. More than 2,400 people still lost their lives on the roads in just three months. Each statistic represents a personal tragedy and an economic shock. Sustained collaboration, behavioural change and resilient infrastructure are essential if every journey is to be safer.

Motor insurance is often perceived merely as a recommended safety net, but in reality, it plays a far greater role, it is a vital economic stabiliser. Beyond offering financial protection after accidents, insurance safeguards livelihoods, sustains small businesses, and underpins the resilience of the national economy.

In 2024, South Africa lost an estimated R217 billion due to road accidents, according to the Road Traffic Management Corporation. This loss includes costs from both serious and minor accidents, such as emergency medical care, vehicle repairs, lost income, legal fees, and payouts from the Road Accident Fund. These financial losses strain public resources and take away funds that could support important development projects.

Private insurance companies play a key role in reducing this financial burden. In the first half of 2024, companies like Santam paid out over R14 billion in claims for car accidents. These payments helped families repair their vehicles and allowed businesses to keep running, easing the financial pressure on the government.

Monde Arabe



Iraq: Insurance market expands by %42 in second quarter of 2025

06/11/2025

African insurance markets are undergoing a Gross written premiums for the insurance market in Iraq reached IQD142.7bn (\$108.9m) in the second quarter of 2025 (April-June), against IQD100.3m in the corresponding period of the past year, registering an increase of 42%, according to a statement issued last week by the Iraqi Insurance Bureau (the Diwan), the insurance regulatory authority in Iraq.

Last July, the Diwan announced that the total insurance premiums collected during the quarter from 1 January to 31 March 2025 amounted to IQD128.8bn (\$98.5m) compared to IQD109.9bn during the corresponding period of 2024, reflecting a growth rate of 18%. GWP for the first half of 2025 is estimated to be around IQD271.5bn.

The Diwan attributed the enhanced performance of the insurance market in 2Q2025 to the recovery of business activity and the improvement of the investment environment in the country.

The statement said that four insurance companies controlled 72.28% of the market GWP in the second quarter including Iraq Insurance (27.11%), National Insurance (20.69%), Al Hamra Insurance (16.84%), and Asia Insurance (7.64%).

Another nine insurers held 21.69% of the market premium income, while the remaining operators wrote 6.31%. According to the Diwan website, there are 39 providers operating in the Iraqi insurance market, including one national reinsurer.

Market grows by 18% in 2024

In October, the Diwan announced that GWP in the Iraqi insurance market grew by 18% in 2024, reaching IQD469.4bn (\$358.4m) compared to IQD417.6bn in the previous year, boosted by increased demand for life, engineering and accident insurance, while agricultural insurance remained limited.

Paid claims in 2024 reached IQD127bn, or 27% of the total premiums, compared to 29% in 2023. The relative decrease is attributed to improved underwriting, a decrease in the number of accidents, and improved risk acceptance standards by some insurers.

Market share

Four companies dominated more than 79% of the market in 2024. They were:

Iraq Insurance Company, 29%, supported by an extensive network involving life insurance and loans. National Insurance Company, 26%, a leader in general insurance, especially in the energy and property insurance branches.

Al Hamra Insurance and Asia Insurance: 12% each, as a result of the expansion of their activities in various insurance services

The rest of the market shares were distributed among small and medium-sized insurance companies, which faced challenges, most notably, weak capital and limited reinsurance, which constrain their ability to compete.

In 2024, the insurance sector recorded a net profit of IQD69.2bn, an increase of 10% year on year. Profitability was driven by improved risk management, lower claims, reduced technical losses and higher investment income. Investment revenues reached IQD298.8bn in 2024, an increase of 24% compared to 2023.

The Diwan indicated that the contribution of the insurance sector to the GDP in 2024 amounted to 0.129%, with an average of IQD10,180 per capita spent on insurance, noting that the lack of an insurance culture and weak capital limited market growth.



Saudi Arabia: 7,000 visitors from 40 countries expected at global insurance event

05/11/2025

The Saudi Insurance Authority will be organising a global insurance conference and exhibition in Driyah from 10-12 November 2025.

The event, called «Global Insurance Conference & Exhibition ingate», to be held under the patronage of Finance Minister and Financial Sector Development Programme Committee chairman Mohammed Al-Jadaan, will bring together insurance experts from more than 40 countries to discuss the industry's future and its expanding influence on the global economy, as the sector undergoes a major transformation driven by new technologies and rapid economic shifts.

The event is particularly significant because it supports Saudi Vision 2030 and aligns with the National Insurance Strategy, making it a strategic meeting point for ideas, innovation, and investment in a sector crucial to economic stability and asset protection. It will draw global regulators, major investors, reinsurers, and technology innovators from

around the world to map out the future of insurance and share expertise that can drive sustainable economic growth.

The scale of the event is reflected in its comprehensive programme of over 40 sessions, workshops, and activities featuring 100 speakers, decision-makers and international experts, plus more than 150 local and international organisations from across the insurance sector. This ensures thorough coverage of today's industry challenges, from AI and big data to regulatory issues and new global standards reshaping the market.

Alongside the Conference is a specialised 15,000 sq m exhibition showcasing the latest insurance solutions, innovative digital technologies, and promising investment opportunities.

Expected to attract over 7,000 visitors, the event will create valuable networking opportunities among companies, investors, and policymakers while fostering strategic partnerships between local and international players.



Jordan :Cabinet approves draft insurance contracts law, key national agreements

05/11/2025

The Cabinet on Wednesday approved the draft Insurance Contracts Law for 2025, aimed at enhancing transparency, fairness and protection for policyholders in their dealings with insurance companies.

The draft law seeks to safeguard the rights of policyholders by requiring insurance companies to respond to claims within ten days and by prohibiting unfair or ambiguous contract conditions.

It introduces measures to stimulate investment and support the national economy through a modern legislative framework, while criminalising fraudulent practices such as the purchase of «crowds» (false or manipulated claims) and imposing clear penalties.

The law aims to strengthen confidence in the insurance sector and uphold the principle of fair compensation, ensuring the protection of all parties' rights.

It mandates that contract terms be clear and simple, interpreted in favour of policyholders in cases of ambiguity and guarantees fair compensation equivalent to the actual loss, up to the agreed-upon insurance amount.

Furthermore, the law establishes comprehensive

rules governing all stages of the insurance process from application to contract execution clarifying key terms such as coverage, exclusions, insured risks and contract duration.

It define the obligations of both parties, procedures for early termination and statutes of limitation for insurance-related claims.

The draft law covers various types of insurance, including personal, property, life, fire, medical, marine and reinsurance contracts.

In other decisions, the Cabinet approved the settlement of 272 outstanding cases between taxpayers and the Income and Sales Tax Department, in line with recommendations from the relevant committee.

The decision is part of the government's ongoing efforts to help business owners, investors and taxpayers rectify their situations, ease financial burdens and sustain economic activity.

The Cabinet approved the joint financing agreement for the Aqaba-Amman Water Desalination and Conveyance Project (National Water Carrier) between the Jordanian government represented by the Ministries of Water and Irrigation and Planning and International Cooperation and a group of donors

The agreement marks a major milestone toward securing full financial closure for the project, which aims to desalinate and transport 300 million cubic meters of water annually from Aqaba to Amman, meeting the Kingdom's long-term drinking water needs.

The Cabinet endorsed the 2025 Impact Assessment Instructions, advancing the implementation of the Good Governance and Impact Assessment Bylaw for Legislation and Policies, approved earlier this year and effective September 2025.

The new instructions establish detailed procedures for applying impact assessments, defining the scope and depth of studies, clarifying the roles of the Good Governance Unit and other government entities and setting conditions for exemptions in emergency cases.

The instructions standardise the assessment model, promote professional analytical standards and ensure stakeholder consultation and documentation, aligning Jordan's governance practices with international best standards and enhancing transparency and accountability in policymaking.

The Cabinet approved the justifications for the draft Administrative Organisation Bylaw of the Constitutional Court for 2025, aimed at regulating administrative operations, streamlining organisational structures and optimising human resources within the Court.



Ten talking points for SIRC 2025

03/11/2025

The Insurer sets out 10 themes that will be major talking points during this year's Singapore International Reinsurance Conference.

1. Mixed growth picture

GDP growth across most of Asia Pacific slowed in 2024 and is predicted to do so again this year, driven in part by the Trump administration's actions on tariffs. However, non-life insurance markets in the region have continued to outpace GDP growth. Premium growth was particularly strong in Vietnam at 15.8%, India at 12.8% and the Philippines at 10.3%, according to a recent report from Gallagher Re.

2. More international reinsurers look to Asia

While many of the largest reinsurers have been building a presence in Asia for years, others are also looking to the continent for growth. "There are a lot of smaller reinsurers, traditionally focused on Europe and the U.S., who are now looking at Asia as well," Gallagher Re's Mark O'Brien told The Insurer.

3. Rate reductions expected

With reinsurance capacity plentiful, many cedants are likely to secure rate reductions at January 1, as already seen at some renewals during 2025. Reductions are expected to be most acute for well-performing portfolios.

4. Will reinsurers move on terms?

After years of hardening, cedants may also push to relax some wordings or reduce attachment points, which reinsurers will inevitably try to resist. Will they be able to hold?

5. Asian reinsurers pursue growth elsewhere

Partly because of the competitive landscape in the region, several Asia-based reinsurers are seeking expansion in other markets. Korean Re, Peak Re, Malaysian Re and others have markedly increased their international underwriting in recent years, Fitch Ratings observed in a recent report, making Asia's reinsurers less dependent on business in the region.

6. Asia's role in the M&A wave

One way for Asian carriers to diversify is by acquisition. So far this year, Sampo has struck a deal to acquire Aspen, DB Insurance agreed to acquire U.S. specialty carrier Fortegra and Samsung Fire & Marine more than doubled its stake in Lloyd's insurer Canopus to 40%. Amid a surge of major

international M&A transactions, could more Asian carriers join the trend?

7. Catastrophes and the protection gap

2025 has been a relatively benign year for regional insured losses so far. However, March's 7.7 magnitude earthquake in Myanmar caused significant economic losses, including in Thailand, where Hannover Re said in September it saw an increase in demand for quake cover and reinstatement capacity. Efforts continue to close the protection gap, with many of the impacts from this year's typhoons, floods and seismic activity uninsured.

8. Continued growth in the ILS market

While a rapid growth in catastrophe bonds is unlikely in Asia's softening market, there have been more transactions in the last year, including from Peak Re, Sampo and first-time sponsor Taiping Re. Global issuance continues to break annual records as more investors, including in Asia, show willingness to support transactions.

9. More demand for structured reinsurance

Carriers are also turning to another alternative to traditional reinsurance, with both Guy Carpenter and Gallagher Re citing increased demand for structured solutions in recent commentary. Some cedants are looking to use premium savings on traditional covers to invest in new solutions to protect their earnings or capital, Guy Carpenter's Tony Gallagher told The Insurer.

10. Regulatory change

Changes in reinsurance demand, including for structured covers, could also be a result of carriers reassessing their solvency positions. Taiwan, Japan, India and Vietnam are preparing to introduce new risk-based capital frameworks, while some Thai and Indonesian insurers are under pressure after minimum capital thresholds increased, Gallagher Re said.

Renewable energy boom to double capacity, reshape insurance by 2030 – Swiss Re

05/11/2025

Swiss Re's latest report highlights a renewable energy boom by the end of the decade – but it also comes with significant risks as the green transition accelerates.

The report projects that global renewable energy capacity will nearly double from 4.4 terawatts in 2024 to 8.5 terawatts by 2030, representing an annual growth rate of 11%. Solar energy's share of total renewable installations is expected to rise from 42% to 55% during this period.

Wind energy is forecast to account for 24% of renewable energy insurance premiums, contributing approximately US\$9 billion of the US\$26 billion in total expected renewable energy premiums by 2030.

Regionally, Asia-Pacific is anticipated to lead with 62% of global renewable capacity and 28% of projected premiums, or US\$7.4 billion. China will generate 12% of global premiums, totaling US\$3.1 billion. Europe is projected to hold 18% of capacity and 31% of premiums, or US\$8.3 billion, with wind projects as the primary driver.

Germany is expected to contribute nearly one-fifth of Europe's premiums at US\$1.6 billion, followed by the UK with US\$0.8 billion, France with US\$0.7 billion, and Spain with US\$0.6 billion.

North America is forecast to account for 13% of capacity and 26% of premiums, or US\$6.9 billion, with solar, wind, and hydropower making up the majority of the region's insured renewable projects. Central and South America and Africa are projected to represent 10% and 5% of global premiums, respectively.

Green transition investments

According to the International Energy Agency, global investment in the green transition – including mitigation, adaptation, and energy infrastructure – is expected to exceed US\$80 trillion by 2040.

Of this, around US\$36 trillion will be allocated to renewable electricity generation by 2040, up from US\$2.2 trillion in 2024. The report identifies the scaling of proven technologies and grid upgrades as critical factors, with countries such as Australia emerging as hubs for solar and battery storage.

Swiss Re's analysis notes a transition in insurance portfolios from construction-focused risks to more stable operational exposures. At present, a significant portion of renewable insurance is facultative,

reflecting the complexity and innovation in project development. As technologies mature, treaty-based insurance structures are expected to become more prevalent, and construction-related risks may stabilize at 5% to 10% of portfolios by 2040.

Onshore wind projects with established maintenance practices are classified as low-risk, while floating offshore wind, indoor battery storage, and hydro construction projects are considered higher risk. Claims in the renewable sector are commonly driven by mechanical and electrical failures, weather-related events, and human error.

Wind projects frequently encounter gearbox and blade issues, solar installations are susceptible to hail and fire, and battery systems face fire risks from thermal runaway. The report emphasizes the need for underwriting to incorporate claims data and early design engagement to support long-term market sustainability.

These findings come as Swiss Re's marine and energy re/insurance division observes a period of heightened unpredictability. The division has pointed to how geopolitical tensions, rapid technological change, and shifting trade policies are reshaping risk for marine and energy insurers.

As the energy transition accelerates, underwriters are also contending with unresolved conflicts, regional instability, and new vulnerabilities introduced by advancements such as artificial intelligence and quantum computing. Swiss Re notes that these factors are prompting a renewed focus on governance, capacity management, and product innovation to address the evolving risk landscape in the sector.